

EDITORIAL



Par **Laure Detrez**
Secrétaire fédérale à l'Éducation,
l'Enseignement supérieur et la Recherche

Éducation : le changement en marche !

L'entrée en vigueur du décret sur les rythmes scolaires et le passage à la semaine de 4,5 jours met définitivement fin à une organisation qui, depuis sa mise en place en 2008, n'avait cessé d'être décriée par tous les experts : Académie de Médecine, chronobiologistes, chronopsychologues, Cour des Comptes...

Tous s'accordaient à dire que notre organisation était le pire modèle pour nos enfants : un nombre de jour d'école le plus faible des 34 pays de l'OCDE, avec des journées de classes les plus chargées, générant fatigue, difficultés d'apprentissage et échec scolaire, en particulier pour les plus faibles.

Semaine et journées mieux adaptées aux rythmes biologiques des enfants, soutien aux élèves en difficulté et développement des activités périscolaires sont les trois piliers de cette réforme qui suscite, par les changements qu'elle entraîne, de légitimes interrogations et inquiétudes qu'il nous faut surmonter.

C'est collectivement, parents, enseignants, élus, dans la concertation et le dialogue, que nous imaginerons l'école de demain, une école qui remet l'Enfant au cœur de ses préoccupations. Nous devons avec détermination et volontarisme nous engager à relever ce défi en expérimentant de nouvelles organisations intégrant tous les acteurs de l'école et en élaborant des projets éducatifs territoriaux novateurs.

Cette réforme des rythmes scolaires n'est qu'un volet, ne l'oublions pas, du vaste et ambitieux projet de refondation de l'école. Fruit d'une large concertation de plusieurs mois, il traduit concrètement l'engagement de François Hollande de faire de l'Éducation et de la Jeunesse, l'une de ses priorités !

Après avoir obtenu un avis largement favorable du Conseil Supérieur de l'Éducation, il a été validé par le Conseil des Ministres fin janvier et sera discuté au Parlement dès le mois de mars.

Réinvestir dans les moyens humains, donner la priorité à l'école primaire, favoriser la réussite de tous dans le second degré, remettre en place une véritable formation des enseignants, renforcer les politiques éducatives, faire évoluer le contenu des enseignements, leur organisation et leur évaluation, faire rentrer l'école dans l'ère du numérique : tels sont les enjeux !

"Nous avons fait le choix de donner tous les moyens à l'école et à l'éducation" : pour la jeunesse de notre pays, nous avons le devoir de réussir !

Question en débat Penser solidairement la fin de vie

Une soirée-débat s'est tenue le 14 février à Pontivy sur la fin de vie, soirée initiée dans le cadre des "débat d'actu" du Secrétariat fédéral. Réunissant une soixantaine de militants et sympathisants, cette rencontre s'inscrit dans la volonté de la Fédération d'accompagner les débats de société, et dans le cas d'espèce autour de l'engagement 21 de François Hollande et du rapport Sicard qui lui a été remis à la mi-décembre. Le point avec Elisabeth Pedrono-Jouneaux, secrétaire fédérale à la Santé et au Handicap...

"Penser solidairement la fin de vie", ainsi s'intitule le rapport de la commission de réflexion sur la fin de vie en France, que Didier Sicard a remis à François Hollande le 18 décembre, commandé notamment suite à l'engagement 21 formulé durant la campagne présidentielle : "Je proposerai que toute personne majeure en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, provoquant une souffrance physique ou psychique insupportable, et qui ne peut être apaisée, puisse demander, dans des conditions précises et strictes, à bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité."

La commission est allée plus loin que le simple positionnement pour ou contre l'euthanasie, en faisant état des questions fondamentales que posent et poseront à notre société la situation et l'accompagnement des personnes malades en fin de vie, et en ouvrant des pistes pour y répondre.

Les personnes qui se trouvent dans cette situation attendent du monde médical et du législateur la certitude d'être soulagées de leur souffrance, la possibilité de faire connaître leurs volontés, même quand elles ne seront plus en état de l'exprimer, la possibilité de refuser un traitement quel qu'il soit, la possibilité de limiter ou d'arrêter un traitement devenu trop lourd à supporter et, enfin, la certitude d'être accompagnées et de ne pas mourir seules et abandonnées.

Les limites de la loi Leonetti

La frontière entre euthanasie, "double effet" et sédation profonde peut sembler bien ténue. Au-delà de la simple sémantique, il s'agit bien là d'une notion d'intentionnalité, les médicaments utilisés n'étant pas les mêmes. La notion "d'obstina-



Pierre Pouliquen - Premier secrétaire fédéral, a introduit la soirée-débat du 14 février à Pontivy, et accueilli les intervenants (de gauche à droite) : Claudine De Brassier (SF formation), Elisabeth Pedrono-Jouneaux (SF Santé), Véronique Miniac (médecin responsable unité mobile de soins palliatifs - CHBS Lorient), Colette Le Boulh (JALMAV56) et Marcel Coëtmeur (représentant des usagers du CHCB Pontivy).

tion déraisonnable et d'actes disproportionnés n'ayant d'autres effets que le seul maintien artificiel de la vie" peut paraître difficile à appréhender mais incitent au doute et donc à la concertation

Les directives anticipées sont critiquées de façon récurrente du fait de leur non opposabilité aux médecins et de la difficulté à anticiper des situations et actes médicaux qui paraissent inacceptables pour une personne en bonne santé.

La personne de confiance a un rôle très difficile à jouer psychologiquement et a tendance à être confondue avec la personne à prévenir ou le protecteur naturel. Sa désignation est loin d'être encouragée, voire formalisée et même lorsqu'elle existe, sa consultation semble bien aléatoire.

Proposition

"d'une solution à la française"

Pour la commission, la recommandation première est avant tout de donner la plus grande importance aux paroles et aux souhaits des personnes malades en fin de vie et de faire en sorte qu'elles soient entendues dans leur situation d'extrême vulnérabilité. Elle propose de prendre des dispositions réglementaires pour assurer l'effectivité des lois de 1999 (accès aux soins palliatifs), 2002 (Kouchner) et Leonetti.

Concernant les décisions d'un geste létal dans les phases ultimes de l'accompagnement, elle propose l'édiction de bonnes pratiques d'une médecine responsable dans le cadre de l'administration de sédation profonde plutôt qu'une nouvelle disposition législative.

L'assistance au suicide sous forme de médicaments prescrits par un médecin pourrait être envisagée pour les personnes atteintes d'une maladie évolutive et incurable au stade terminal, sous réserve de prise en compte d'éléments précis et listés, l'acte létal devant être accompli par la personne elle-même.

Enfin, la commission ne recommande pas de dépenalisation de l'euthanasie et met en garde de l'importance symbolique du changement de l'interdit qui crée d'autres situations limites.

"Un véritable accompagnement de fin de vie ne prend son sens que dans le cadre d'une société solidaire qui ne substitue pas à la personne mais lui témoigne écoute et respect au terme de son existence".

Elisabeth Pedrono-Jouneaux
Secrétaire fédérale
à la Santé et au Handicap

Retrouvez l'article dans son intégralité sur www.ps56.fr

Supplément au Rappel du Morbihan : Bernadette Vergnaud, députée européenne

Après le journal d'Isabelle Thomas dans *Le Rappel* précédent, un autre supplément sur l'Europe est joint dans ce numéro 147 : *Les Nouvelles de l'hémicycle* de Bernadette Vergnaud, députée européenne Grand Ouest (Poitiers - Vienne). Elue depuis 2004, Bernadette Vergnaud est Vice-Présidente de la commission du Marché Intérieur et de la Protection des Consommateurs et membre du Bureau de la Délégation socialiste française au Parlement européen.

Ils nous ont quittés...

Roland Le Couze



Mon cœur est douloureux de vous annoncer la disparition de notre ami : Roland Le Couze, décédé des suites de sa maladie, le 15 février 2013.

Parti trop vite, ce militant de la section de Lorient (et de l'équipe des bénévoles) était d'une grande gentillesse, toujours attentionné, toujours présent pour donner un coup de main et aider les autres. Il gardait le moral face à la maladie et nous rassurait tout le temps sur sa santé malgré ses souffrances. En 1992, à l'occasion du conflit des dockers, il fut un des rares à prendre position pour la réforme menée par Jean-Yves Le Drian. Malgré les brimades, il avait toujours gardé le cap.

Je tenais, particulièrement, à lui rendre hommage car je sais que cela l'aurait touché, malgré sa pudeur habituelle, et qu'il sache que toute l'équipe des bénévoles, la Fédération du PS et moi-même, nous garderons de lui les meilleurs souvenirs.

Je tiens, également, à rendre hommage à Jacqueline, camarade de la section, qui l'a soutenu et accompagné dans l'épreuve.

Nous présentons nos sincères condoléances à la famille et aux proches de Roland.

Stéphanie Le Squer
SF à la Famille et la Petite Enfance
Conseillère Municipale de Lorient

Philippe Le Doujet, militant de longue date de la section du pays de Pontivy, nous a quittés prématurément à l'âge de 53 ans.

Très impliqué dans la vie locale associative et syndicale, Philippe ne comptait pas son temps lorsqu'il s'agissait de se mettre au service des candidats socialistes au moment des élections.

Nous garderons le souvenir d'un militant dévoué, toujours prêt à s'investir au service de la collectivité.

La section de Pontivy

DEPARTEMENT

Morbihan ensemble Porter le changement...

L'assemblée départementale s'est réunie fin janvier pour examiner le budget 2013 du Département. Retour sur la session avec Loïc Le Meur, président du Groupe de gauche.



Quelles sont les caractéristiques du budget 2013 dévoilé par la droite ?

François Goulard ne propose pas de vision

stratégique pour l'avenir du Département. Cette collectivité capitalise au lieu d'agir ou alors a minima. Dans un contexte tendu, on attendrait des mesures innovantes! Alors que les aides au développement économique baissent de 3,3 %, la droite ne propose rien pour préparer le tissu morbihannais d'entreprises à opérer des mutations indispensables. Certes, le niveau d'investissements est important ; mais il est concentré dans des domaines qui ne nécessitent pas, seuls, ce niveau d'efforts.

Ce Département possède des marges de manœuvre importantes qui permettent d'imaginer une nouvelle politique au service de tous les Morbihannais. Cette année encore, l'épargne brute (+ 0,8 %) comme l'épargne nette (+ 3,1 %) est en augmentation, comme depuis plusieurs années. En 2012, l'épargne brute est la plus élevée par habitant des départements bretons. Le Président Goulard cherche visiblement à décrocher le 1^{er} prix de ges-

tion. Nous l'engageons plutôt à décrocher le 1^{er} prix en matière d'action. La rigueur budgétaire ne constitue pas une politique publique pour le Morbihan !

Quelles devraient être les priorités de ce budget ?

Dégager des marges de manœuvre en période de crise, nous y sommes favorables ! Encore faut-il se mettre d'accord sur leur destination. Insertion, personnes âgées ou handicapées, collèges, mobilité, agriculture, autant de secteurs clés de l'action du Département qui méritent mieux.

En synthèse, et dans la perspective de l'acte III de la décentralisation, nous réaffirmons que le Département est l'échelon pertinent pour mettre en place des politiques publiques fortes en matière de cohésion sociale, d'emploi et de développement territorial... Ce qui nous différencie de la majorité départementale, ce n'est pas la manière d'administrer les ressources du Département. Riche et doté, disposant d'une véritable cagnote dormante, le Département s'appuie sur d'importantes marges de manœuvre qui doivent être employées à financer la relance économique, le soutien à l'emploi en particulier des jeunes, à soutenir l'innovation, accompagner les grandes mutations, mieux redistri-

buer en direction des plus fragiles. Le moment venu, nous proposerons un budget de combat, un budget d'action, pour faire du Département une collectivité qui compte, qui anticipe et qui se prépare à accueillir de nouvelles populations.

Quelles perspectives peut-on se fixer ?

Notre groupe tourne tous ses efforts pour créer les conditions de la bascule politique du Département... Après les succès des Régionales, les résultats inespérés des sénatoriales puis des législatives, nous allons tout mettre en œuvre pour qu'une vraie alternance politique, forte d'un projet solidaire et ambitieux pour les Morbihannais, soit enfin possible en 2015.

Mais nous connaissons les ingrédients à réunir avant tout : quel que soit le mode de scrutin ou le redécoupage des circonscriptions, à l'instar des sénatoriales, seuls l'unité des organisations politiques de gauche, le portage collectif d'un projet alternatif et la volonté chevillée au corps de montrer notre capacité à porter le changement, feront la différence ! Ce ne sera ni facile, ni joué d'avance. Le rendez-vous test sera l'échéance municipale : imagination, pragmatisme et union seront nos premiers combats. A cette condition, nous aborderons ensuite et seulement ensuite, l'échéance départementale.



Loïc Le Meur, président du groupe, entouré de Paul Paboeuf - Président de Démocratie & Projets 56 et des conseillers généraux et élus, à l'occasion des vœux du groupe de Gauche du Conseil général, le 29 janvier 2013 à Vannes.

Le groupe Morbihan ensemble réplique à François Goulard

Dans une missive envoyée à tous les maires du Morbihan, le Président du Conseil général tente de mobiliser les édiles morbihannais contre la réforme territoriale. A grand coup d'arguments conservateurs, il flatte les résistances... Loïc Le Meur, au nom du groupe a répliqué dans la même forme. " (...) Chacun sait que le mode de scrutin idéal n'existe pas. Toutes les hypothèses ont été étudiées (...) Elles ont fait l'objet de nombreuses consultations, en particulier d'associations d'élus (...) Le projet gouvernemental a imaginé (...) un nouveau mode de scrutin qui permettra la parité intégrale de nos assemblées - actuellement 6 femmes élues sur 42 conseillers généraux dans le Morbihan, dont 4 dans notre groupe- combinée à un premier rééquilibrage démographique et territorial."

Le Groupe de Gauche du Conseil général s'est doté d'un nouveau site internet. Retrouvez toute l'actualité du groupe sur :

<http://morbihan-ensemble.fr>

Groupe de Gauche du Conseil général
10 Rue Saint Tropez- 56000 Vannes
Contact : 02 97 69 14 79
groupedegauche.cg56@gmail.com

Loïc Le Meur poursuit : "Ne pas le comprendre, c'est méconnaître les aspirations fortes des Morbihannaises et des Morbihannais. Les récents scrutins, en particulier les élections sénatoriales, ont montré le besoin de renouveau et de modernisation de la représentation démocratique. Notre département aspire à un rééquilibrage de la représentativité de ses territoires en particulier des territoires ruraux et îliens : il s'agira bien de redonner du poids à la ruralité (...) Chacun parlera à égalité de population au sein de la future assemblée départementale (...) Il faudra revenir sur la politique directive qui s'impose aux communes et aux établissements de coopération intercommunale afin de mieux répondre aux attentes des territoires."

En conclusion : "Nous privilégierons la contractualisation avec les Pays, les territoires de vie et d'activité, en apportant l'aide départementale sur les projets que vous avez décidés, que vous portez et que vous développez au service des Morbihannaises et des Morbihannais."

Session budgétaire au Conseil régional Un budget pour préparer l'avenir

Les conseillers régionaux bretons étaient réunis en session plénière du 7 au 9 février, pour adopter le budget 2013 de la Région Bretagne. Retour sur les principales décisions...



Pierrick Massiot
Président de la
Région Bretagne

Le budget voté par les élus régionaux s'élève à 1,335 milliard d'euros, en hausse de 7%. Le désendettement engagé depuis 2004 permet aujourd'hui de recourir à l'emprunt pour accroître l'investissement cette année et les suivantes. Ce budget, au service d'une politique ambitieuse, finance les investissements d'avenir, comme la ligne à grande vitesse, l'achat de nouvelles rames de TER ou encore le très haut débit, et accompagne les mutations économiques et sociales du territoire breton dans ses grandes missions (économie, formation, aménagement du territoire, transports).

Il s'agit notamment de répondre à l'urgence économique et sociale pour soutenir l'activité et l'emploi face à la crise.

Avec 38 % du budget régional, **l'éducation et la formation professionnelle** dépassent la barre des 500 M€ en 2013 : elles restent le premier poste de l'intervention régionale, avec une priorité donnée notamment aux jeunes et à leur accès à une qualification.

Le **budget "transport"** de la Région augmente encore cette année de près de 28 %. En 2013, la Région consacra ainsi plus du quart de son budget aux transports.

La Région fait du **maintien des emplois et de l'appui aux mutations** un axe majeur de sa politique. En 2013, la collectivité poursuivra donc ses efforts volontaristes pour répondre à l'urgence économique et sociale, d'une part, rebondir et construire l'économie de demain, d'autre part. Elle y consacra près de 85M€.

La Région Bretagne soutien également **l'activité culturelle, le sport, le tourisme et le patrimoine, l'environnement** sans oublier les **actions internationales**

Dans son intervention préliminaire, le **Président de la Région Bretagne, Pierrick Massiot, s'est montré particulièrement offensif et optimiste**. Il est revenu notamment sur les difficultés que connaissent les secteurs de l'automobile, de l'agro-alimentaire, les TIC, le bâtiment et les travaux publics.

Ces secteurs sont les bases de l'économie bretonne. *"Nos crédits d'investissement bondissent à 578M€, en hausse de 13% (...) Cet effort considérable d'injection de fonds publics dans le tissu économique de l'ouest doit contribuer à l'amélioration de la situation de nombreuses entreprises de TP et à la création, pour plusieurs années, de milliers d'emplois bienvenus en cette période difficile. C'est aussi une des missions que nous assignons à notre budget"*.

Le Groupe socialiste et apparentés a voté avec enthousiasme ce budget, aux cotés du groupe communiste, du groupe Bretagne écologie et du groupe UDB. L'occasion pour **Richard Ferrand, Président du Groupe**, de donner les raisons de ce choix, et de dénoncer, non sans ironie, certaines inepties de la droite *"Au moment de nous prononcer sur ce budget que notre Groupe approuve, je tiens une nouvelle fois à en souligner le caractère historique par son niveau d'investissement. Nul ne s'étonnera de notre vote puisque ce*

budget traduit concrètement nos engagements. (...) Par ce budget, notre région met l'accent sur les investissements d'avenir, dans l'éducation, la formation, le très haut débit... Autant d'enjeux qui construisent les conditions du développement économique de la Bretagne, riche de ses spécificités, culturelles et environnementales."

La suite de la session a été l'occasion de voter et de prendre acte de certaines politiques.

Notamment :

- Un bilan de la concertation publique organisée sur le **projet de développement du port de Brest** au dernier trimestre 2012.
- Un point d'étape sur le **programme prévisionnel des investissements immobiliers 2010-2014 dans les lycées**. Un ensemble de chantiers pour révoquer l'ensembles des lycées publics bretons...

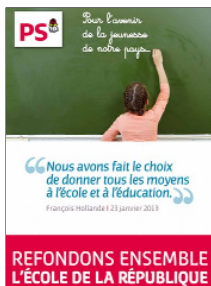
L'occasion également pour les élus d'adopter certains voeux, sortes de déclaration de principes, en lien avec l'actualité :

- mise en place de **l'Écotaxe poids lourds** ;
- **réforme de la PCP** : inquiétudes pour l'avenir de la pêche en Bretagne.
- Clarté sur les **restitutions à l'export** pour préparer l'avenir de la **filière avicole bretonne**.

Une session riche en dossier qui démontre encore une fois le volontarisme de l'institution régionale.



Une partie des conseillers régionaux morbihannais, en session plénière.



Refondons ensemble

L'École de la République

Dans le cadre du projet de refondation de l'École engagé par le gouvernement - et au-delà de la seule réforme des rythmes scolaires - le Parti socialiste a édité un document 4 pages pour présenter les différents aspects de la réforme. Ce tract est disponible pour diffusion depuis quelques jours au siège de la Fédération à Lorient et au local PS de Vannes situé 27 rue de la Tannerie.

Le secrétariat fédéral à la formation propose, à tous les adhérent-e-s qui le souhaitent, une journée de formation pratique :

Formation militante

Samedi 16 mars 2013 à de 9h30 à 17h30

Lieu à préciser

Deux modules au choix sont proposés :

- Prise de parole en public (exercices d'expression orale)
- Communication écrite / relation presse / réseaux sociaux

Renseignements et inscriptions auprès de la Fédération

- fede56@parti-socialiste.fr ou 02 97 84 84 55 -

dans la limite des places disponibles...

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Mardi 19 février - Vannes
Commission technique paritaire au Conseil général

Mardi 19 février - Vannes
Réunion avec les élus du canton du Faouët

Judi 21 février - Rennes
Réunion de bureau et commission permanente au Conseil régional

Judi 21 février - Lorient
Réunion du Secrétariat Fédéral

Samedi 23 février - Guiscriff
Inauguration de la Médiathèque

Samedi 23 février - Lorient
Séminaire des secrétaires de section

Mercredi 27 février - Le Faouët
Inauguration de la micro-crèche

Judi 28 février - Rennes
Réunion de bureau du CR et réunion des référents de Pays

Lundi 4 mars - Vannes
Conseil fédéral

Mardi 5 mars - Lanester
Réunion du groupe de gauche du Conseil général

Mercredi 6 mars - Noyal-Pontivy
Réunion du Sage Blavat

Judi 7 mars
Commission locale de l'eau du Scorf

Agenda de la Fédération

Réunion du Secrétariat fédéral
Judi 21 février 2013 - 20h30
Siège de la Fédération - Lorient

Séminaire des secrétaires de section
Samedi 23 février 2013
9h30 à 16h30
Siège de la Fédération

Réunion du Conseil fédéral
Lundi 4 mars 2013 - 20h30
Palais des arts et des Congrès - Vannes

Prochainement, un questionnaire sur les outils de communication du PS Morbihan

Le groupe de travail du Secrétariat fédéral, sous la conduite de Jean-Guillaume Gourlain - SF Communication, souhaite analyser les comportements et usages des moyens de communication du PS Morbihan pour mieux les développer et les adapter. Un questionnaire a été élaboré, portant sur nos outils de communication et l'évolution des pratiques, notamment des réseaux sociaux tels Twitter et Facebook, ou la lecture du *Rappel du Morbihan*, l'utilisation du site internet de la Fédération...

Ce questionnaire sera adressé aux adhérents prochainement. Merci d'y consacrer quelques minutes et de donner votre avis.

Actualité

L'Europe, quelle Europe ?

A l'heure où l'Europe s'enfonce dans la crise, les chefs d'Etats n'ont rien trouvé de mieux que de s'attaquer à l'aide alimentaire qui devrait être en partie sacrifiée sur l'autel de l'austérité et des égoïsmes nationaux.

Il ne faut pas être grand clerc pour se rendre compte que la majorité des pays européens est à droite et qu'elle est plus motivée par le sauvetage des banques que pour l'aide aux plus défavorisés. Alors que le nombre des personnes menacées de pauvreté dans l'UE est en effet passé de 100 millions en 2009 à 120 millions en 2012 et que derrière ces chiffres ce sont des enfants, des femmes et des hommes qui souffrent, on ne peut pas comprendre cet égoïsme forcené.

Quand on constate que le pays le moins européen, en l'occurrence la Grande-Bretagne, qui menace de quitter l'UE est le fer de lance de cette bronca contre la politique sociale, on ne peut que souhaiter qu'il s'en aille le plus tôt possible.

Face à cette baisse drastique de l'aide aux plus démunis, les associations caritatives qui sont soumises à des fortes pressions financières et par l'augmentation constante de la demande auront de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois. Malgré la pression des élus européens qui se sont exprimés, à maintes reprises en faveur du maintien du budget européen, un certain nombre de gouvernements conservateurs, refusent de maintenir cette politique sociale dont bénéficient pourtant leurs propres compatriotes.

Comment voulez-vous que les citoyens se sentent mobilisés pour la construction d'une Europe sociale et fraternelle si leurs propres dirigeants sont les premiers à mettre des coups de canifs dans le contrat ?

Le mariage pour tous : gai, gai, marions nous !

Après une guerre de tranchée conduite par la droite qui a donné lieu, de sa part, à des échanges verbaux largement au-dessous de la ceinture, la majorité de gauche a tenu le cap et la nouvelle loi sur le mariage pour tous devrait voir le jour cette année.

Encore une fois, la droite française, dans sa très grande majorité, aura montré son incapacité à faire évoluer son discours et son analyse de la société en montrant qu'elle est toujours en retard d'une guerre. Toutes nos félicitations à Christiane Taubira et au groupe des députés de gauche pour leur victoire.

Le Cormoran

ACTUALITÉS

Retour sur les vœux de la Fédération et des sections



Pierre Pouliquen entouré de l'équipe du Secrétariat fédéral, lors des vœux de la Fédération à Lorient, le samedi 19 janvier dernier.

Comme chaque année, la Fédération a réuni les militants socialistes pour la cérémonie des vœux, le samedi 19 janvier. Suite au rassemblement des secrétaires de section dans l'après-midi, les interventions politiques ont ouvert la soirée : après l'accueil de Norbert Métaire et l'in-

tervention de Sébastien Jéhanno pour les Jeunes socialistes, Pierre Pouliquen - Premier secrétaire fédéral a dressé le très bon bilan de l'année écoulée et dessiné les perspectives pour 2013 et au-delà. Il en a égale-

ment profité pour présenter l'équipe du secrétariat fédéral, presque au complet pour l'occasion...

Prêts pour les combats à venir

Parmi d'autres sections dans cette pério-

de de vœux, la section de Ploemeur a réuni une soixantaine d'adhérents et de sympathisants le 25 janvier. L'occasion de décliner les enjeux pour 2013 et la préparation de la campagne municipale. Forte de ses 53 adhérents et 325 sympathisants, la section, comme un peu partout dans le département, a commencé à y travailler !



Militants et sympathisants de la section de Ploemeur étaient réunis le 25 janvier à l'occasion des vœux de la section.



Les Jeunes socialistes du Morbihan

Place à l'Europe de la jeunesse !

A l'occasion des 50 ans du traité de l'Elysée, l'Office Franco Allemand de la Jeunesse (OFAJ) a organisé un forum à Berlin du 19 au 24 Janvier réunissant 150 jeunes franco-allemands. Parmi lequel, Erwan Desnos, jeune socialiste du Morbihan qui nous livre son expérience.

Sébastien Jéhanno : Qu'est ce que l'OFAJ ?

Erwan Desnos : C'est une organisation internationale au service de la coopération franco-allemande. Celle-ci découle du fameux traité de l'Elysée en 1963. L'OFAJ permet d'encourager les relations entre les jeunes des deux pays. Depuis 1963, plus de 8 millions de jeunes ont participé aux programmes d'échange.

SJ : Qu'elle était le programme de ce forum ?

ED : A travers la rencontre avec des experts et des sessions de barcam (session de réflexion), nous avons pu débattre sur l'avenir de l'Europe. Enfin, nous avons assistés aux commémorations officielles des 50 ans du traité.

SJ : De quels sujets avez-vous débattus ?

ED : Il y avait un grand nombre de sujets proposés tels que la mobilité des jeunes européens, la diversité culturelle, la démocratie...

Personnellement j'ai pris part aux ateliers sur la convergence économique, le lobbying des jeunes, la citoyenneté européenne... Ces échanges ont été très enrichissants et porteurs de propositions concrètes.

SJ : Comment s'est passée la rencontre avec François Hollande et Angela Merkel ?

ED : A la Chancellerie, le Président de la République et la Chancelière nous ont dévoilé leur vision de l'amitié franco-allemande. Puis, nous leurs avons posé des questions en toute liberté sur l'avenir d'Erasmus, la construction européenne, mais aussi des questions plus nationale comme l'emploi ou pour le cas français la guerre au Mali. A la suite de ces échanges, hors caméras, nous avons pu discuter avec les dirigeants, l'occasion pour François Hollande de passer un bonjour amical au Morbihan !

SJ : Quelle vision de l'Europe et du lien franco-allemand des par-

ticipants au forum ?

ED : Nous souhaitons renforcer l'amitié entre nos deux pays, en l'élargissant d'avantage. Les jeunes de ce forum étaient des européens convaincus, ce qui est porteur d'avenir pour plus d'Europe en matière économique, fiscale, sociale, environnementale et culturel. Cependant, cette construction ne doit pas s'appuyer essentiellement sur le lien franco-allemand, mais doit mieux associer l'ensemble des citoyens européens.

SJ : Que retiens-tu de cette expérience ?

ED : Ce forum de 5 jours a été très intense et très enrichissant. Sortir de sa vision franco française et rencontrer tant de personnes éminentes m'a permis de me remettre en cause et d'ouvrir de nouvelles perspectives. Fort de cette expérience, je souhaite continuer à porter les valeurs européenne et transmettre cette passion pour l'Europe aux cotés des Jeunes Socialistes du Morbihan.

Entretien réalisé par Sébastien Jéhanno

Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Pierre Pouliquen ■
Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUEVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr